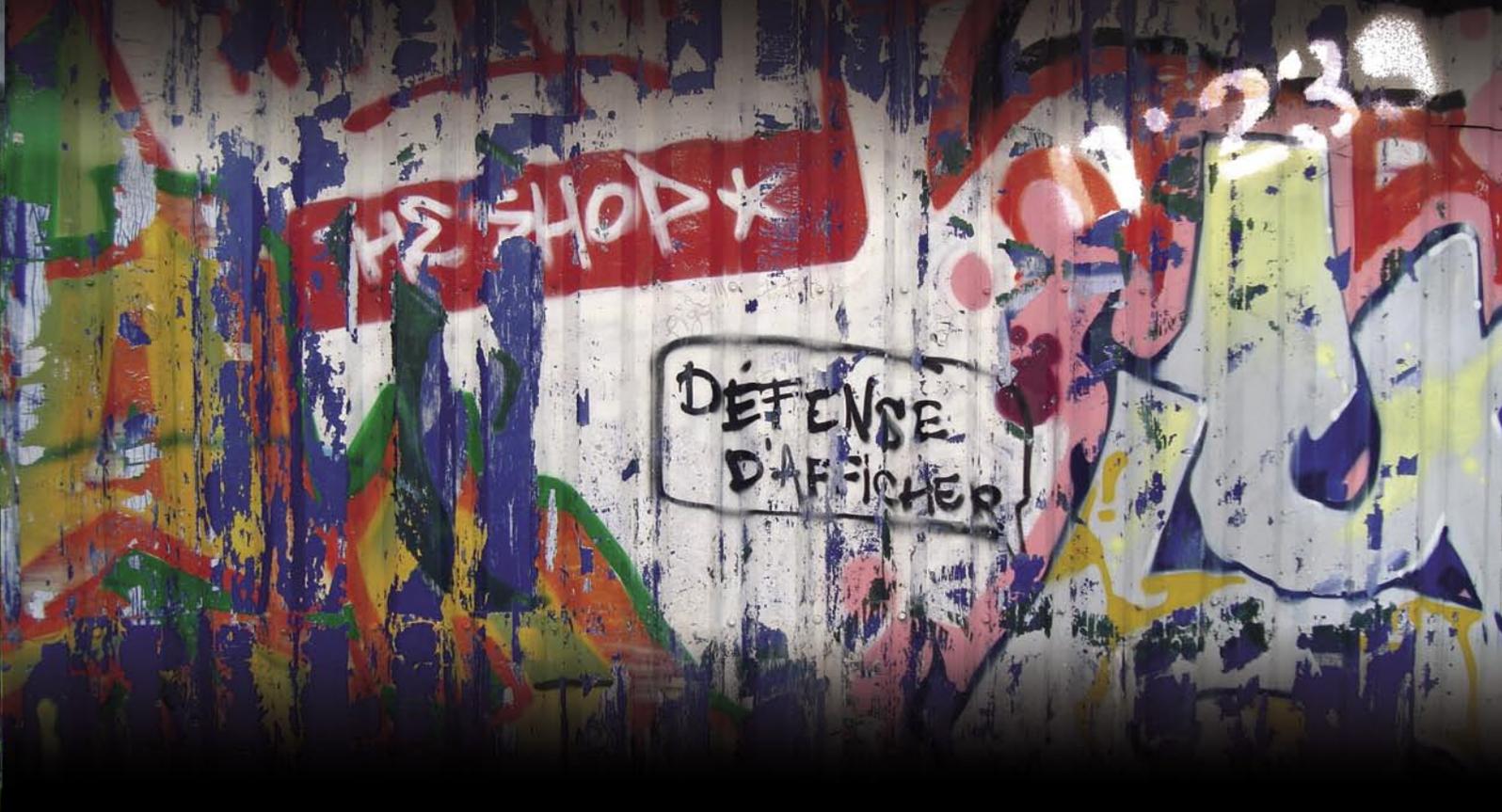


BRUXELLES EN MOUVEMENTS



LA VOIX DES MURS



GRAFFITI

Tags



Throw-up



Bubble



Ignorant



Simple



Semi-wild style



Wild style



Characters



Cartoons



J'ÉCRIS, DONC JE SUIS

Universelles et séculaires, les inscriptions murales sont considérées par certains comme le plus grand mouvement artistique de tous les temps tandis que d'autres préféreront toujours les murs blancs.



Le propos de ce dossier n'est pas de savoir qui a raison ou de décerner la palme du bon goût. Il vise simplement à rendre compte de la diversité des modes d'expression graphique, gratuite et spontanée qui ont pris possession des murs de Bruxelles.

Le graffiti sera ici considéré au sens large. Loin de se limiter aux seuls tags des rappeurs, il recouvre tant les gribouillis dans les toilettes des *stamp* cafés que les slogans simples et lisibles des anarchistes, tant les cœurs rouges autocollés sur les feux de signalisation que les pochoirs et les collages à vocation purement esthétique, tant le détournement de publicités que les affiches à messages politiques subversifs. A priori, peu de points communs entre tous ces modes d'expression, si ce n'est une intervention personnelle et visible dans son environnement. Derrière chaque dessin et derrière chaque slogan, on trouve une action individuelle destinée – même peu consciemment – à conquérir un espace public et à affirmer une identité. Modes d'expression illégaux, fatalement, puisqu'ils font entendre une voix qui n'a pas droit de cité par ailleurs.

Ecrire pour se prouver qu'on existe

Bruxelles n'a jamais été la capitale du graffiti. A Moscou, chaque inscription est systématiquement et promptement repeinte d'un parallélogramme de couleur neutre par les forces de l'ordre. La ville se couvre ainsi de carrés de tailles et de teintes différentes qui lui confèrent une identité



esthétique étonnante et symbolisent le poids d'une politique liberticide, mieux que les graffeurs ne pourraient l'espérer. A l'autre bout du spectre, Sao Paulo est considérée comme un des hauts lieux du *street art* : il est ardu d'y trouver un pan de mur vierge de slogan ou de pictogramme et la population n'y trouve rien à redire, au contraire. Et pour cause : après 20 ans d'une dictature qui a réprimé toute contestation dans le sang, chacun mesure la chance de pouvoir manifester librement, fut-ce en griffonnant sur un mur. Tandis que les bons et mauvais exemples étrangers font les couvertures des magazines, de plus en plus d'associations se structurent dans notre ville afin de faire parler les murs et de nombreux citoyens s'amuse, lors de leurs promenades, à distinguer et reconnaître la griffe de leurs artistes anonymes favoris.

Retour sur la genèse d'un phénomène et mise en lumière de son actualité, rencontre avec quelques collectifs bruxellois remuants et rappel de tout ce qu'il faut savoir sur les graffitis : c'est parti pour un tour d'horizon d'acteurs et d'idées diverses du *Bruxelles Underground*.

L'ÉQUIPE D'IEB

Les murs, réceptacles passés et présents de nos cris multiples

Volonté de bousculer le regard, expression d'un malaise, révolte inconsciente ou encore respiration dans l'univers urbain, le marquage des murs est un acte multiple et éternel qui ne saurait s'enfermer dans la catégorie de l'incivilité.

Le graffiti, trace murale non autorisée, a traversé les âges. Il fait partie des matières premières traitées par les archéologues qui les traquent de Pompéi au Guatemala. Mais reconnaissons avec Jean Baudrillard que «dans la signalisation de la ville, les graffitis ont jusqu'il y a peu toujours constitué le bas-fond (...), l'inscription honteuse, refoulée, des pissotières et des terrains vagues. Seuls avaient conquis les murs d'une façon offensive les slogans politiques, propagandistes, des signes pleins»^[1].

Mai 68 constitue, de ce point de vue, un tournant dans la visibilité donnée non seulement à l'affichage mais aussi au graffiti. Sous le slogan «l'imagination au pouvoir» les murs vont se couvrir d'affiches, pochoirs et autres graffitis. Ce foisonnement est sans doute unique en Europe par son ampleur. Les murs deviennent la parole, le miroir du quotidien de mai 68 : «Désobéir d'abord, alors écris sur les murs» (loi du 10 mai 1968). Encore aujourd'hui, nombre d'affiches politiques

sont pensées et tirées selon les principes de cette époque, la sérigraphie.

L'émeute des signes : du Bronx au musée

Quelques années plus tard, sur un autre continent, on assiste à l'émergence du tag, forme d'expression du graffiti, née dans les quartiers ghettos des métropoles aux Etats-Unis (New York, Washington, Chicago,...). Faisant suite à la répression d'émeutes urbaines dans les ghettos, ce tagage exprimait la révolte face aux conditions de vie socio-économiques difficiles, au sentiment d'exclusion et d'inexistence de ses auteurs. Le phénomène acquiert une visibilité médiatique à New York, en 1971, lorsque le métro commence à se couvrir de façon spectaculaire de la signature TAKI183, 183 évoquant un numéro de rue, fait révélateur de l'attachement du tagueur de la première vague à son quartier. Pour la seule année 1971, la ville de New York consacra 300 000 dollars à la lutte anti-graffitis.

Dépassant le cri de malaise, le tag devient un vecteur de visibilité, voire de célébrité et se double ainsi peu à peu d'une ambition plastique. Cette transformation est voulue par la *Zulu Nation* (1976) elle-même qui prône le remplacement des affrontements entre gangs rivaux par des compétitions artistiques. C'est ainsi que parallèlement au tag des quartiers populaires se développe la mouvance artistique du graffiti bénéficiant d'une légitimité dans les milieux culturels : certaines productions s'affichent dans des livres d'art, des expositions viennent à intégrer le graffiti dans le patrimoine culturel. Des jeunes artistes sont rémunérés pour décorer devantures ou rideaux de fer des boutiques. Des peintres s'associent aux graffiteurs et se créent un nom.

Ce glissement n'est pas spécifique au mouvement tag, l'affichage militant de mai 68 a aussi dérivé vers une tradition

MOINS
DE
21 ANS
voici votre
bulletin de
VOTE



CLAIRE SCOTIER

parisienne du graffiti à vocation esthétique. Et le mur de Berlin est aujourd'hui transformé en cailloux pour touristes et galerie permanente à ciel ouvert.

Du musée à la banlieue française

A partir des années 1980, la culture hip-hop traverse les océans pour se répandre dans le monde, de l'Europe au Japon. Cette diffusion s'accompagne d'un lissage, d'un effacement du caractère plus radicalement revendicatif et conflictuel des origines du tag d'Outre-Atlantique. Le pochoir se développe en France comme mode d'expression des musiciens alternatifs et les graffitis font l'objet de spéculations intellectuelles et marchandes. Néanmoins, le tag se développe aussi dans les banlieues françaises comme signe urbain d'un malaise social. Il tapisse les murs des grands ensembles construits dans les années 70 et suscite assez rapidement la mise en place de dispositifs répressifs, tout particulièrement de la RATP.

Une portée politique qui ne se dit pas

Le tag et le graff ne peuvent s'enfermer ni dans un acte de résistance politique ni dans une pratique de gang de quartier ou encore dans une expression culturelle artistique. Le plus souvent dénué de visées politiques, il constitue néanmoins, par la force des choses, un acte politique. Selon Baudrillard, les tags représentent une insurrection par les signes contre les signes, en opposant à l'empire des signes pleins, comme ceux de la pub, des signifiants vides (le tag n'est pas porteur de sens pour le non initié). Le tag constituerait en ce sens une caricature de la communication de masse qui se joue des logos et autres slogans.

Et c'est là toute son ambivalence : le tag se nourrit de la société d'aujourd'hui. Il adopte sa technologie, sa culture mobile en réseau et invasive, sa temporalité rapide et son image tape-à-l'œil. Il digère tous ces indices de la ville pour les recracher sur les murs.

Et Bruxelles dans tout ça ?

A Bruxelles, c'est surtout à Schaerbeek au début des années 1990 que le mouvement hip-hop va s'enraciner. Un nombre exponentiel de rappers et de graffeurs apparaissent. Les tagueurs réinvestissent la ville aux travers de ses réseaux urbains



MEREM INCIAREK

et nœuds de mobilité. Pas de phénomènes de banlieues ou de ghettos à Bruxelles. Le tagueur n'est plus attaché à son quartier. Ce qui prime c'est l'existence de territoires symboliques et la culture commune qui se tisse entre les *afficionados* de la bombe. Ils convoitent et exploitent les lieux de flux comme les métros, les tunnels, les sorties de stations, les galeries commerciales, les gares, les voies de chemin de fer, les ponts, tous ces lieux de passage, faisant de la ville *la plus grande galerie du monde*. Ils ne revendiquent pas un territoire mais se contentent de l'occuper.

Dans un autre champ, des collectifs se bousculent aussi pour occuper les murs : campagne d'affichages contre la consommation («Faites l'amour, pas les magasins») ou pour dénoncer certaines politiques urbaines (campagne dans le quartier Midi).

Reste qu'à Bruxelles comme ailleurs, ces gestes de liberté et gratuits, pieds de nez à la culture dominante et marchande, doivent louvoyer en permanence entre les velléités de normalisation par la culture majeure^[2] et de répression par les organes de contrôle^[3] tandis que la colonisation autorisée de l'espace public, elle, ne cesse de croître au profit de l'esprit de lucre.

CLAIRE SCOHIER



pochoir de Banksy

[1] J. Baudrillard, *Kool Killer ou l'insurrection par les signes*, in *L'échange symbolique et la mort*, Gallimard, 1976, p. 123.

[2] Voir dans ce BEM l'article de Pierre Meynaert et Jérôme Matagne.

[3] Voir dans ce BEM l'article d'Olivia Lemmens.

La lutte anti-tag, démesure et contrôle de la population

Dans les années 80, l'extension du métro bruxellois, limité jusqu'alors à certains quartiers de la ville, allait permettre un développement inédit à Bruxelles des tags et des graffs. Mais cette extension géographique des tags n'allait pas être sans conséquences dans une société où la propreté est perçue comme un signe indispensable à la stabilité, l'ordre et la sécurité.



[1] Les titres catastrophistes utilisés par la presse ont renforcé le sentiment d'insécurité et stigmatisé les tags : «*Les bombeurs sauvages ne désarment pas*» dans *La Libre Belgique* du 25 janvier 1991. «*Les taggers descendent sur la ville*» dans *La Dernière Heure* du 4 juin 1992. «*Bruxelles a déclaré la guerre aux tags*» dans *Le Soir* du 12 juillet 1996.

[2] *La Libre Belgique*, Nicole Burette, 27 février 1997.

[3] En 2006, le nettoyage des graffitis avait coûté 1 039 000 euros (*La Dernière Heure* du 29 octobre 2008, Nawal Bensalem).

Depuis le début des années 90, le nombre d'articles parus dans la presse à propos du sort à réserver aux tags et donc aux tagueurs a lui aussi pris beaucoup d'ampleur. Le ton avait changé. Devenu malgré lui une sorte de porte-parole de la délinquance urbaine, le tag n'a plus cessé d'être cité par la presse^[1], la STIB et les pouvoirs publics pour justifier les décisions qu'ils souhaitent entreprendre au nom du sentiment d'insécurité de la population. «*Le tag n'est pas un délit mineur. C'est aussi grave qu'un vol à la tire ou qu'un vol à l'étalage*» déclarait Xavier de Donnea, bourgmestre alors de Bruxelles-Ville^[2]. Comme si la disparition du tag était la solution aux problèmes d'insécurité !

La force et la fragilité du tag est qu'il touche à des notions beaucoup plus objectives que celle d'un vague sentiment d'insécurité : l'espace public et la propriété privée... Le tag revendique une autre lecture de l'espace et du territoire. Il n'est pas question d'appropriation mais

de visibilité. Mais dans une société où l'espace public, l'image et la visibilité sont de potentielles sources de profit, le tag a peu de chances d'être reconnu et valorisé en tant que mode d'expression. Personne ou presque pourtant ne s'émeut devant la multiplication des panneaux publicitaires dans la ville au cours de ces dernières années. Et tant pis si seuls les messages commerciaux ont droit de cité !

Cette visibilité du tag pose d'autant plus problème qu'elle apparaît comme un signe trop évident de l'impuissance des autorités à contrôler l'espace public, ce qui explique sans doute en partie l'origine du comportement radical dont les pouvoirs publics et la STIB ont fait preuve à l'encontre des tagueurs dès le début des années 90.

En effet, les moyens financiers^[3], matériels et humains engagés pour lutter contre les tags vont alors prendre des proportions totalement démesurées : engagement de nouveaux agents de sécurité et création d'une brigade anti-tag, installation d'un réseau de caméras de télésurveillance

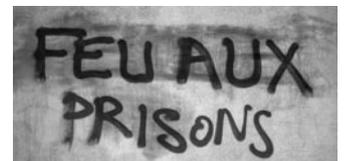
très perfectionnées, achat de nouveaux matériels plus résistants, création d'un répertoire des tags et de leur localisation. Désormais la STIB se porte également dans tous les cas partie civile exigeant le remboursement des frais encourus pour le nettoyage des tags. La Ville de Bruxelles a également augmenté son budget anti-tag. En 1998, celui-ci atteignait la somme de 45 millions de francs belges.

Légalement, le tag, en tant qu'inscription non réglementée est interdit sur la voie publique et susceptible de valoir à ses auteurs jusqu'à un an de prison mais également de faramineuses amendes. Les remboursements exigés pouvaient atteindre des montants exorbitants comme ce fut le cas par exemple pour un adolescent en 1991 à qui était réclamée la somme de 1 million de francs belges. Les procédures ont encore été davantage renforcées suite à la mouvance sécuritaire suscitée par la mort de Joe Van Holsbeeck. Principalement visés par cette nouvelle vague de répression, les délits mineurs. Jusque-là seules

les inscriptions sur les immeubles publics étaient susceptibles d'être poursuivies au pénal mais désormais les graffitis visant les immeubles privés entrent également dans le champ des incivilités et peuvent être sanctionnés pénalement soit sous la forme d'une amende de 26 à 200 euros (multipliés par les centimes additionnels) soit d'une peine de un à six mois de prison. Et jusqu'à un an en cas de récidive^[4].

Autant d'argent dépensé, de pratiques de traque presque dignes du grand banditisme sans parler de la sévérité des peines encourues sont difficilement compréhensibles et certainement extrêmement plus dommageables pour le tagueur qu'un tag ne le sera jamais pour notre sécurité.

Mais alors qu'est-ce qui peut expliquer une telle démesure ? Rien si ce n'est la possibilité pour les pouvoirs publics d'identifier, répertorier et fichier une partie de la population et de mettre en place toute une série de moyens de pression à son égard.



[4] La Libre Belgique, «La chasse aux tagueurs est ouverte», 24 août 2006.

OLIVIA LEMMENS

Sacré Bonom !



Un graffeur se fait attraper par la police en peignant un mur. Mais cette fois-ci, ce n'est pas n'importe quel graffeur, c'est Bonom. Ce graffeur-là est relativement connu. Ses œuvres sont faites d'animaux (araignées, oiseaux, renards, buffles, singes,...) et de mouvements. Haut perchés sur des murs délabrés, dans des espaces inaccessibles, dans les métros ou à niveau de rue : on a l'impression que ses animaux sont arrivés là naturellement. Le travail de Bonom est reconnu, vu, su de tous. Le KVS lui commande une fresque, un plan cartographiant ses œuvres urbaines, très appréciée par les touristes, est en vente au *Bozar shop*. Même l'échevin du tourisme de la Ville de Bruxelles a qualifié son travail de «plus pour le patrimoine local». La police, elle, «fait son travail» : le graffiti est considéré comme une infraction, punissable. Elle l'attrape, donc. Le bras de fer avec la police est lancé, l'avocat de Bonom dénonçant un interrogatoire sans avocat, des visites à domicile illégales, etc.

Cette forme d'art urbain, même reconnue, est dans un drôle de jeu

avec la légalité. Ainsi, l'œuvre d'un grand artiste Londonien, Banksy, entre dans le musée de Bristol pour tout l'été 2010. Et quand des agents de nettoyage effacent «par erreur» une de ses œuvres, on chiffre les dégâts à 300 000 livres^[1]. Aujourd'hui Bonom reçoit une commande pour refaire la façade du KVS, et a aussi peint la fresque de dinosaures devant le musée des sciences naturelles. S'il y a un gouffre entre la reconnaissance artistique et la sanction policière, la police ne trace pas de ligne entre le beau et le laid graffiti, elle ne fait pas de différence entre de l'art et du graff. Devrions-nous être plus fort que la police et faire, nous, une différence ? Bonom est-il emblématique par ce qu'il serait «meilleur» ? Ou sa sanction est-elle un exemple de ce à quoi «les autres», graffeurs anonymes, font face ?

Bonom, lui, n'en a cure, et choisit de prendre une autre ligne : «Le tag n'ébranle pas la loi mais la renforce, et réciproquement la loi ne réduit pas le tag mais le criminalise et flatte le tagueur dans ce sens. Quelles que soient les raisons de la naissance du tag, la dégradation volontaire a atteint l'apogée de son paradoxe : de la prison pour des tagueurs et des tagueurs qui remplissent des trains de nounours, dauphins, bulles de savon, petits points et cotillons... au risque de signer définitivement pour une vie de gangster. La loi et les tagueurs se sont l'un et l'autre encouragés. L'un n'est pas plus fautif que l'autre»^[2].

Collectif de soutien, site web, facebook, la toile s'active pour le défendre, pour lui témoigner du soutien. En faisant une recherche sur internet à «Bonom», on aura vite fait de découvrir photographies, vidéos, cartes de ses œuvres et autres pétitions en sa faveur.

NICOLAS PRIGNOT

[1] <http://insolite.skynetblogs.be/post/4442532/banksy-efface-par-erreur>

[2] <http://www.lezarts-urbains.be/article.php?articleId=1688>

L'art de la récupération

Considérant les «nouvelles» peintures murales comme ne pouvant se réduire à une dégradation de la propriété privée, il nous semble pertinent d'envisager ces «locutions murales» comme des expressions spontanées de (ré-)appropriation de l'espace public. Ce que les mass-médias et structures de pouvoir ne peuvent offrir à nos poètes modernes», nos façades le peuvent : l'affirmation du droit de cité.



**LA HAUSSE
DES PRIX
OPPRESSE
VOTRE
POUVOIR
D'ACHAT**

E.LECLERC 
DÉFEND VOTRE
POUVOIR D'ACHAT

Ces messages inscrits clandestinement sur les murs des villes sont généralement des messages d'opposition et de revendication face aux structures dominantes qui, elles, trouvent toujours un mur pour s'afficher dans la légalité.

Encadrer ce que l'on veut interdire pour mieux l'asservir

La publicité, sans scrupule ni peur du paradoxe, a souvent récupéré les codes stylistiques de ces arts émergents ou *underground*. S'imposant comme une pseudo avant-garde, copiant les symboles de cette culture urbaine pour lui conférer une dimension universelle et marchande, les publicitaires ont ainsi vidé le graff de sa perspective transgressive des normes. La publicité, encouragée à s'afficher partout, récupère les codes et les styles de ce mouvement illicite et va les reproduire à l'infini, récupérant ainsi la contestation.



Les autorités n'ont pas peur du paradoxe non plus. Manifestement, il est possible de fustiger l'insécurité due aux jeunes à casquette et de créer des cellules anti-tags tout en tentant de s'approprier les suffrages de ces mêmes jeunes. Les exemples ne manquent pas davantage que les subsides aux expositions de graffitis ou aux festivals qui encouragent et promeuvent les arts urbains, avec mise à disposition de murs blancs et de bombes de peinture.

Ces mêmes autorités mettent à la disposition des publicitaires de tous poils toujours plus d'espaces publics, accentuant une privatisation de nos environnements qui va motiver en retour des transgressions de ces normes toujours plus imposantes. Le marketing regorge d'innovations et, à côté des affiches classiques, on ne compte plus les nouvelles conquêtes commerciales. Des pubs dans les transports en commun, des pubs sur les trottoirs, des hommes-sandwiches aux carrefours, des véhicules



bariolés qui sillonnent les rues, des événements ultra-sponsorisés... A croire que notre espace public n'est déjà plus qu'un espace pub. Cette privatisation apparente des lieux communs accélère la volonté artistique d'appropriation et conforte les graffeurs dans l'intérêt général de leur transgression.

Conditionnés mais pas résignés

Malgré la multiplication des messages publicitaires, hygiénistes ou électoraux, l'adhésion populaire aux valeurs véhiculées n'est pas absolue. C'est ainsi que diverses personnes, bouclant la boucle, s'en prennent aux messages publicitaires eux-mêmes pour les détourner de leur message premier. Gribouillant quelques mots sur les affiches, par la force de l'ironie ou de l'humour, ils en transforment complètement la signification. «Déboullonneurs», «cacheurs de pub» ou individus isolés s'en prennent ainsi exclusivement à la toute prégnance des stimuli propagandistes qui



colonisent quotidiennement nos rues et nos imaginaires. Ils dénoncent les contenus des messages politiques et commerciaux, critiquant leur sexisme, leur greenwashing, leur élitisme, leur racisme, etc.

JÉRÔME MATAGNE ET PIERRE MEYNAERT

Les collectifs qui bouillonnent de culture

Culture hip-hop, art du graf, slam, street art; autant de termes définissant le champ lexical d'un art urbain non identifié, dépourvu de la noblesse du titre «art majeur» alors qu'il prend un espace de plus en plus important ; incontournable au sein d'une société qui ne veut plus taire ses démons et ses cicatrices.



Fresque de Dema

L'union de l'art et du social

La caractéristique de la culture urbaine c'est qu'elle s'auto-alimente d'une incessante offre et demande participative, la rue participe sinon il n'y a pas d'art.

Qu'il s'agisse de **Recyclart**, de l'asbl **Tarantino**, de **Souterrain** ou d'**Entrabendo** [1]; ces associations aux parcours singuliers invitent à la créativité de tous à travers ateliers, consultance, expos, ... Là où Souterrain organise des festivals hip-hop à travers toute la Belgique, l'asbl Tarantino propose des espaces d'expression aux graffeurs.

Dema, un des membres fondateurs de Souterrain précise : «*Au début c'était la culture des quartiers défavorisés. On n'était pas marginalisé mais marginaux puis cette énergie s'est transformée en moteur pour développer cette culture du graf, du hip-hop, du skate. Le but c'est de sortir les gamins du quartier et de transmettre des messages constructifs*».

Le collectif Entrabendo regroupe des

artistes à géométrie variable tant graffeurs que plasticiens, photographes ou musiciens. Le terme signifie «*contrebande*» dans le sens «*se passer des choses*» où «*les autres*» constituent l'âme du collectif. Comme nous le précise Ed Wydee, rappeur et membre d'Entrabendo : «*Nous organisons aussi des ateliers d'écriture, ça peut donner une chanson mais aussi un dessin, une poésie, une histoire, selon le domaine de prédilection de chacun*».

Un art stigmatisé

Nul n'ignore que ces mouvements puisent leurs origines dans la culture noire américaine des ghettos. Une culture urbaine qui s'est universellement générée et régénérée à travers le macadam des quartiers poussés par la rage d'exister quitte à adopter une attitude d'autodestruction. Demandons à quelques graffeurs bruxellois pourquoi ils se sont organisés en collectifs.

«*On a commencé très militants*», annonce Dema : «*dès la création de notre mouve-*



Entrabendo

[1] Sites :
www.recyclart.be
www.asbltarantino.eu
www.souterrain.be
www.entrabendo.org
www.demaone.com/blog

ment sur Schaerbeek avec la maison de jeunes Stalag. L'idée est de transmettre les valeurs, transformer la rage négative en rage créatrice et ne pas rester coincé dans le repli sur soi-même».

Dan, peintre et graffeur d'Entrabendo ajoute : «impossible de nier les racines illégales du graf. Avant, on prenait sans échanger et sans demander. Passer du mur à la toile est en réalité un transfert d'adrénaline dans les lettres que je distorsionne et non plus dans l'excitation de l'interdit. Notre collectif permet de créer cette adrénaline, une énergie qui est davantage canalisée, où les émotions sont redistribuées différemment mais avec la même intensité».

Tarantino : «On n'est pas là pour solutionner le vandalisme. Il sera toujours là. Avant j'étais dans l'interdit et la réputation et je voulais rester là-dedans, aujourd'hui je donne des murs légaux avec le site Atomix (20 000 m²) à ceux qui débutent comme aux graffeurs confirmés».

La frilosité officielle et l'ouverture des mentalités

La culture de la rue a toujours suscité une crainte, peut-être celle de voir de face les réalités socio-économiques qui y sont

liées et ses apparences hostiles, bardées de tags et de rap violent. Pas aisé donc de promouvoir ce qui de prime abord agresse et abîme.

Depuis lors, les mentalités ont évolué tout comme les acteurs de cette culture urbaine. Il s'est construit un dialogue sur le sens, les causes et les finalités de cet art brut qui a pu s'exprimer plus ouvertement au fil des années avec des projets urbains et culturels tels ceux de Recyclart et la piste de skate, au square des Ursulines, ou encore la station de tram De Wand, vêtue de sublimes graffitis sous le couvert de Tarantino asbl. Mais pour en arriver à de telles réussites les obstacles ont été et restent de taille.

Tarantino se remémore : «A 15 ans, je peignais les volets de particuliers pour acheter mon matériel. Une étape importante fut ce mur gris de 100 m² à Jette, situé sur le sentier de terre d'un quartier abandonné, limite coupe-gorge. J'avais demandé l'autorisation de le peindre mais en vain. Alors je me suis offert ce droit le jour de mon anniv., au culot. On a transformé cet endroit en rue de passage où les gens s'arrêtent pour voir la fresque, un fond marin réaliste, une thématique «lèche-car», on dira... De là, la maison



MEREM WCHAREK



MATHIEU SONCK

Graffiti - Art Station : une des plus grandes fresques d'Europe, l'arrêt de tram De Wand. 4.500 m² de graffitis visibles depuis la station, cette fresque a été réalisée par des graffeurs venus de toute l'Europe.

médicale à proximité des logements sociaux m'a donné un budget 4 fois par an. De fil en aiguille, ça a été le marché matinal, la station De Wand, ... ».

Dema : «Au début c'étaient des combats incessants. Il fallait garantir que les jeunes ne cassent rien. Quand un échevin avait été convaincu isolément, il devait alors convaincre à son tour le Collège et souvent l'aventure s'arrêtait là.

Finalement, c'est le Beursschouwburg qui nous a mis le pied à l'étrier en nous permettant de monter notre premier grand projet : le festival «hors-circuit» programmé pendant 3 ans.

Vu qu'on a toujours voulu bosser sans frontière, ce sont les administrations tant bruxelloises, wallonnes que flamandes avec qui nous avons tissé des liens. Après 15 ans, en 2009, nous avons reçu nos premiers subsides conventionnés de la Communauté française avec La Zulu Nation, Art Fever et encore quelques autres».

Dan : «On sent encore une frilosité des

institutions. Nous avons par exemple été sollicités par la commune de Saint-Gilles pour décorer les boîtes électriques mais nous devons contacter isolément Electrabel devant qui nous n'avons pas fait le poids. Voilà un bel exemple de décalage entre institutions face à l'art urbain. Par contre, Ed Wydee vient de gagner le rallye Chantons Français au Botanique».

Art majeur ?

Elever cette culture en art majeur, la question peut sembler futile mais elle a le mérite de souligner les comportements révélateurs d'un pouvoir qui tend à recycler une culture qu'il a auparavant rejetée et instrumentalisée. Aussi, si subsides il y a, les deniers proviennent des budgets de «cohésion sociale» et rarement des caisses du Ministère de la Culture. Une situation complexe car les associations veulent rester indépendantes par rapport aux financements.

Tarantino nous explique pourquoi il se limite à deux grands événements par an (*Mixture Urbaine* et *Brussel's Graffiti*) : «Si un budget est donné, mon point d'honneur est qu'il ne m'oblige pas à afficher un logo revendiquant des valeurs politiques, religieuses. Ça n'aurait plus de sens, je préfère avancer lentement».

Ed Wydee : «Ce qui compte c'est la liberté qui est un refuge pour chacun de nous pour évoluer à notre rythme. On reste underground et entrer dans des catégories qui créent des diktats ce n'est pas pour nous».

Le style urbain de Bruxelles

Bruxelles et sa particularité urbanistique permettant la mixité sociale au sein de la ville lui ont donné un certain cachet stylistique mais la mondialisation et Internet ont aussi eu leurs effets avec une uniformisation des styles. Aujourd'hui, la nouvelle génération ne s'approprie pas un style mais a tendance à le copier. Bruxelles ne se démarque plus d'un coup d'œil par son visuel urbain mais l'on peut discerner «des personnalités» isolées.

Dema nous éclaire sur ce point : «Avant y'avait toute l'école de RAB avec Mist qui graffait des lettres pointues. Aujourd'hui pour se démarquer c'est très difficile mais on y arrive un peu avec des influences venant de la calligraphie arabe ou japonaise, un travail sur les origines».

L'explosion des styles



Je fais partie de la 3^e voire la 4^e génération de graffeurs à Bruxelles. Avant, les trois quarts était tagueurs donc il y avait une grande tradition du tag dans le sens calligraphie de la lettre qu'on ne trouvait nulle part en Europe. Des tags d'un trait, complexes et aux enchaînements pointus. Y'en a qui poussaient le vice : les droitiers taguaient à la main gauche, ou à l'envers, des deux mains simultanément.

Aujourd'hui, tu trouves des lettres toutes séparées faites à la bombe super performante ou alors des tags «ignorant style», c'est-à-dire avec des lettres les plus simples possible.

Pour le graf, comme les graffeurs étaient rares, ils se sont influencés en «vase clos» du fait qu'il y avait peu de médias qui montraient ce qui se faisait ailleurs. Du coup, tu trouvais un style comme le «wild style», des grafs à la dynamique très sophistiquée, aux lettres pointues et couleurs sombres. Face au style dit «parisien», le visuel bruxellois se trouvait quelque peu détrôné par l'impact plus fort des tags «bubble» plus simple mais très stylés.

TARANTINO



Festival Mixture Urbaine

Ed Wydee : «A Bruxelles, il n'y a pas de grands ensembles ghettoisés comme à Paris par exemple. Très vite on est en contact avec plein de gens de catégories sociales différentes. De Dansaert à la chaussée de Gand, 15 minutes de marche et tu as traversé 3-4 mondes différents, proches mais hermétiques les uns des autres ! Je pense que Bruxelles doit encore se chercher une identité, elle est coincée entre plusieurs états d'esprit et c'est pourquoi elle est fort tournée vers la France.

A l'école on n'insiste pas sur l'héritage de la culture belge et Dieu sait qu'il y a de quoi nous inspirer».

Demain ?

La pérennisation et l'épanouissement ne se trouvent-ils pas dans les métissages et dialogues entre univers ? Beaucoup de chemin a été parcouru pour élever une expression spontanée et jaillissante issue de l'isolement tant spatial que social mais ne risque-t-elle pas de se renfermer à nouveau si elle-même ne s'approprie pas notre époque et toutes ses contradictions ?

D'après Dema : «En Belgique, il faut encore tout décroisonner. Y'a une vague avant-gardiste dans le théâtre et la danse qui oxygène tout ça mais ça reste encore trop isolé. Les mélanges qui se font pour l'instant redonnent du pep au rap par



Dema

exemple, l'influence afro-beat dans le hip-hop». Dan : «Bruxelles veut s'aligner sur les grandes villes et risque d'être cleanée comme l'a été Barcelone par exemple. Pour penser à l'avenir on peut faire un parallèle entre le graf et la pub. Les annonceurs paient les pouvoirs publics pour couvrir les espaces et tout est bien organisé et défini dans les attributions des zones. Le graf, lui, ne rapporte pas ; il n'est pas codifié et cette carence de contrôle fait très peur.

La question qui serait révélatrice des mentalités c'est : qu'est-ce que les gens préfèrent voir ? Une pub géante sur un building ou une explosion d'expressions artistiques - des grafs, des dessins d'enfants, de la poésie, etc. - propres aux habitants ?»

ALEXANDRA VANOUSIS

Conclusion

Tags, pochoirs, graffitis, collages, politiques ou pas, récupérés ou libre, beau, laid, bien ou mal, impossible de dire les arts urbains au singulier. Les genres évoluent et prolifèrent, leurs auteurs apprennent, essaient, expérimentent. Il n'y pas une grande histoire d'évolution, mais des circonvolutions incessantes. Jeu circulaire aussi avec les autorités et la police, mais aussi avec la pub et la marchandisation.

Les graffs ne font pas un bloc, une culture standardisée dans laquelle on rentrerait. Les murs redeviennent espace de liberté, de cri, espace de politique et d'existence.

Pour compliquer la donne, il y a le reste de la culture urbaine, dont les mélanges sont également infinis : tags,



FRANÇOIS AUTPHENNE

skate, hip hop, sons, pose des corps, couleurs, textes ; ils s'amplifient mutuellement pour former de vastes territoires permettant de se poser, individuellement, mais aussi collectivement. Même la lecture individualiste des graffs ne résiste pas à l'assaut de collectifs.

Dire que c'est de l'art c'est tout à la fois trop et beaucoup trop peu. L'insatisfaction qu'on peut ressentir face aux mots que nous avons pour dire les tags vient sans doute de ce que, à travers les tags, il s'agit bien de faire fuir ces mots majoritaires. Eclater les mots, les rendre graphiques, les étaler sur des surfaces, les faire proliférer pour mieux en tordre le sens, sortir de leur signification usuelle.

Faire une analyse des graffs, c'est faire une analyse de mondes. De mondes qui sont créés pour résister, exister. Récupérés, ils le sont, et continueront à l'être, comme tout peut l'être. Nul doute qu'ils continueront à proliférer néanmoins, et que l'énergie et la créativité leur permettra de résister encore.

Dossier coordonné par Almos Mihaly, Jérôme Matagne et Nicolas Prignot

Pochoirs à Bruxelles

- *Pochoirs et pochoiristes à Bruxelles*, par Serge Louis et Vanessa Sutour. Premier livre consacré aux graffitis au pochoir dans la capitale de l'Europe.

Version digitale gratuite téléchargeable sur www.brigadier-plipp.com



THÉRIEY KUYKEN

Crédit photos

Couverture :

Gwen Brees
Entrabendo
Meriem Mcharek
Milena Strange

Intérieur :

IEB
François Autphenne
Entrabendo
Souterrain
Tarantino

Remerciements :

Lezarts urbains



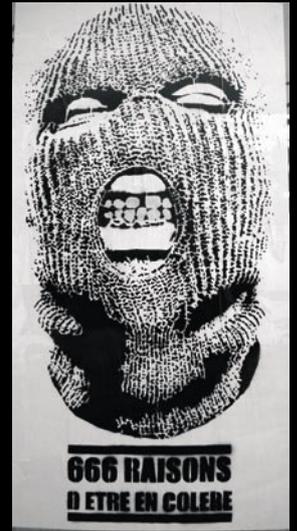
MERIEM MCHAREK

STREET ART

Peinture



Affiche



Collages



Pochoirs



Autocollants



Rédacteur en chef : Almos Mihaly, avec la collaboration de Mohamed Benzaouia, Raymond Boudru, Anne Delfairière, Jacqueline Giltissen, Isabelle Hochart, François Hubert, Thierry Kuyken, Olivia Lemmens, Erwan Marjo, Jérôme Matagne, Menem Mcharek, Philippe Meersseman, Pierre Meynaert, Nicolas Prignot, Hélène Quoidbach, Dalila Riffi, Denys Ryelandt, Claire Scohier, Mathieu Sonck, Delphine Termolle, Roland Vande Poel.
Imprimerie: Auspert & Cie sprl.

En vous abonnant à Bruxelles en mouvements, vous contribuez à soutenir l'action d'Inter-Environnement Bruxelles en faveur de la qualité de la vie en ville.

Coût de l'abonnement annuel au périodique Bruxelles en mouvements (16 numéros) : 24€.
Étranger : 34€. Abonnement de soutien : 54€. Mensuellement par domiciliation : 2€.
Versements au compte 210-0090204-46 d'Inter-Environnement Bruxelles, rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles.

BELGIQUE - BELGIË
PP
1000 BRUXELLES
1/1/48

BUREAU DE DÉPÔT
BRUXELLES X
P 302402

Périodicité : paraît toutes les trois semaines (21 juin-20 juillet 2010). Ne paraît pas en juillet-août.

ieib
Inter-Environnement
bruxelles

Bruxelles en mouvements est édité par Inter-Environnement Bruxelles, asbl.
Association indépendante. Fédération des comités d'habitants de Bruxelles. Organisme d'Éducation Permanente avec le soutien de la Communauté française. Membre de l'ARSC. Rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles. Tél. : 02 7893 09 09. E-mail : info@ieb.be
Editeur responsable : Gwenaél Bréès, rue d'Edimbourg, 26, 1050 Bruxelles.

